

Le lobby des patrons bretons s'engage pour une Bretagne réunie

Depuis plusieurs semaines, l'effervescence gagne la Bretagne quant au retour de la Loire-Atlantique en son sein. Elle touche également le patronat breton qui brandit en masse la bannière régionale comme un étendard pour le développement économique. Edouard Balladur remettait hier (l'article est écrit en mars) son rapport du Comité sur la réforme des collectivités locales au Président de la République.

« Taiseux mais faiseux ». Le patronat breton a fait sien cet adage populaire. D'un ordinaire discret, les patrons bretons sortent du bois pour appeler à la réunification de la Bretagne historique. La publication des travaux de la commission Balladur leur a permis de trouver une fenêtre de tir médiatique pour faire entendre leur voix.

Les tenants de cette position sont nombreux. On trouve d'un côté les historiques, ceux qui n'ont jamais fait mystère de leur souhait et militent depuis longtemps en ce sens. Alain Glon, créateur du groupe agro-alimentaire du même nom, 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires, et président de l'Institut de Locarn, un *think-tank* breton, ou encore Patrick Le Lay, ancien président de TF1 qui créa la chaîne de télévision TV Breizh avec sous-titrage de séries en breton. Et puis ceux dont la présence relève de la nouveauté. Roland Beaumanoir par exemple, patron d'enseignes de distribution de textiles, dont Cache-Cache, candidat au rachat de Morgan, Christian Roulleau, du groupe de nettoyage industriel Samsic, 750 millions d'euros de CA, 43.000 salariés. Même le Club des Trente, association informelle des principaux patrons bretons, dont Vincent Bolloré, Louis Le Duff, Daniel Roullier et François Pinault, par la voix de son représentant, Jacques Verlingue, soutient la démarche par l'entremise de l'un des frères Guillemot, fondateurs d'Ubisoft. L'un d'entre eux, Christian, est devenu le porte-drapeau de ce mouvement. Installé à Londres, où il veille au développement de jeux pour téléphone mobile, il estime « qu'une Bretagne à cinq départements aurait la capacité d'attirer plus d'entreprises étrangères sur son territoire et d'y installer les infrastructures de communication d'éducation et de recherche nécessaires à son développement économique au niveau souhaité ».

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/x8c6m4_la-bretagne-ca-vous-gagne_news[/dailymotion]

Pour montrer sa détermination, le lobby breton s'est associé aux associations culturelles bretonnes qui s'escriment depuis plusieurs années à mettre la question sur la place publique. Lorsque les signataires se réunissent le 10 février pour lancer leur appel, le restaurant Le Divillec accueille tout ce que la Bretagne compte de personnalités influentes. Les politiques y sont présents en nombre, mais également des hommes et femmes des médias et des lettres : Noël Couédel, directeur éditorial du groupe Amaury, Philippe Gloaguen, fondateur des guides du Routard, l'écrivaine Irène Frain... Patrick Poivre d'Arvor figure également parmi les signataires.

En coulisses s'activent également les réseaux bretons dans la capitale. L'armée des ombres de la diaspora est chargée de relayer la bonne parole. L'idée est de rendre la réunification comme relevant de l'évidence, politique, économique, géographique et historique. Car les bretons n'ont jamais fait le deuil de la décision de la république de Vichy en 1941 de séparer la Loire-inférieure (la Loire-Atlantique d'aujourd'hui) de la Bretagne. De multiples sondages d'opinion tant en Bretagne qu'en Loire-Atlantique témoignent de cet attachement profond à une région à cinq départements. C'est cette base d'adhésion populaire que les patrons bretons cherchent à dynamiser en mettant à son service leur force de frappe. « On chasse mieux en meute », indique de manière imagée Alain Esnault, président de Produit en Bretagne. Cette association regroupe 210 entreprises employant 100.000 personnes dans la région. Depuis seize ans, elle permet à ses membres d'apposer sur leurs produits un logo « Produit en Bretagne ». Rassemblant acteurs de l'agroalimentaire, de la distribution, de la culture, des services, PME et multinationales, ce réseau permet à ses membres de s'ouvrir mutuellement des portes. « Dès le départ les fondateurs de l'association ont considéré la Bretagne comme étant naturellement unie », indique Alain Esnault, lui-même breton de Loire-Atlantique. 20 des 210 entreprises de l'association sont issues de Loire-Atlantique, quatre autres devraient les rejoindre prochainement. « *Produit en Bretagne* fonctionne déjà sur le modèle d'une Bretagne à cinq et démontre que cela marche », indique Ronan Le Flécher, fondateur des dîners celtiques sur Paris et l'un des coordinateurs de l'appel.

Si le lobby des patrons bretons mobilise ses réseaux, c'est qu'il poursuit deux objectifs qui se conjuguent. Le premier tient en son intérêt propre à voir une région pouvoir mener des projets forts en terme d'infrastructures, sur les transports notamment, de recherche et de développement, de formation, qui puissent parler d'une voix forte en son sens, comme pour l'éco-taxe sur le transport routier qui a mené 1.200 patrons bretons à manifester en février dernier. Le second tient dans le soutien à

l'intérêt général. Empreint de restes de catholicisme social, d'esprit coopératif et d'une identité inculquée, les patrons bretons se sentent investis d'une mission : obtenir la réunification de la Bretagne et par là renforcer la valeur de la marque « Bretagne ». Le *Made-in-Breizh*, pensent-ils, est susceptible de porter le développement de la région s'il sait exister au niveau international grâce à une taille suffisante. Christian Guillemot prend comme exemple la Bavière, la Catalogne et l'Ecosse pour préfigurer la Bretagne de demain. Reste à en définir la définition qui l'accompagnera. « Le monde économique attend avec impatience cette mutation car il en a besoin pour que des décisions soient prises sur la multi-modalité des transports ou de la politique maritime par exemple. Son temps n'est pas le même que celui du politique », précise Jean Ollivro, géographe à l'université de Rennes, et président du cercle de réflexion Bretagne prospective. Entre la Bretagne et les Pays-de-la-Loire, la renaissance de l'une suppose la disparition de l'autre. Ce n'est pas le moindre défi de la Bretagne sur le chemin de sa réunification.

Mikaël Cabon, à Brest

La dualité Rennes-Nantes en pierre d'achoppement

A deux reprises, depuis son élection en 2004, l'assemblée régionale a voté des vœux appelant à la réunification. Si son président, Jean-Yves Le Drian (PS), attend l'officialisation du rapport Ballardur pour donner sa position sur le texte, il est un partisan convaincu de la réunification et s'est engagé dans de multiples coopérations, touristiques notamment, avec la Loire-Atlantique. C'est la conviction qu'il a pu présenter en direct à Nicolas Sarkozy, en présence de l'ancien président de TF1, Patrick Le Lay, ardent soutien de la bretonnitude.

N'en déplaise à certains de ses camarades du parti socialiste. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, et Jacques Auxiette, président du Conseil régional des Pays-de-la-Loire, qui refusent en bloc l'idée, évoquant à la fois « un charcutage » et « une manipulation présidentielle ». Tous deux sont chahutés par les radicaux du rattachement dans leurs permanences ou leurs réunions publiques. La position est difficile pour Jean-Marc Ayrault, contre les propositions Ballardur à Paris en tant que président du groupe PS à l'Assemblée, mais dans l'obligation de prendre en compte une réalité locale qui fait que ses administrés n'ont jamais cessé de se penser comme bretons. Au sein même de son conseil municipal, l'unanimité n'est pas de mise. A Rennes, le maire, Daniel Delaveau (PS) ne déborde pas non plus d'enthousiasme non plus. Car avec la réunification se poserait la question de la capitale bretonne. Symbolique pour les uns, fondamentales pour les autres, cette question en suspens empêche la sérénité des débats. Toujours au PS, le président du Conseil général de Loire-Atlantique, Patrick Mareschal, se bat depuis plusieurs années pour le rattachement de son département à la Bretagne. Il figure parmi les fondateurs d'un collectif en ce sens, Comité pour l'unité administrative de la Bretagne, devenue depuis « Bretagne Unie ». Dans un discours, lors de l'Assemblée générale de Produit en Bretagne, à Nantes le 27 février dernier, il évoquait « des forces hostiles à la réunification de la Bretagne en train de se mobiliser ». Ambiance. La zizanie guette les socialistes sur cette question alors qu'approchent les élections régionales. Pas sûr que Nicolas Sarkozy s'en attriste dans deux régions autrefois fiefs de la droite.

M.C.

Éléments d'infographie

Population

Bretagne. 3,1 millions d'habitants.

Loire-Atlantique. 1,2 million d'habitants.

Bretagne à cinq. 4,3 millions d'habitants. Equivalent à celui de l'Irlande.

Source. Insee

PIB

Bretagne. 78 milliards d'euros

44. 33,4 milliards d'euros.

Bretagne réunie. 113,4 milliards d'euros. Equivalent à celui de la Nouvelle Zélande ou celui de la République Tchèque.

B4. 7^{ème} rang en France

B5. 4^{ème} rang en France

Source. Eurostat et Insee 2006.

Superficie

Bretagne à quatre. 27.208 km²

Loire-Atlantique. 6.815 km²

Total. 34.023 km²

Aires urbaines de plus de 50.000 habitants

Bretagne (6). Brest, Quimper, Lorient, Vannes, Rennes, Saint-Brieuc.

Loire-Atlantique (2). Nantes, Saint-Nazaire

Total. 8

Nombre d'étudiants. (Enseignement supérieur)

Bretagne. 70.000

Loire-Atlantique. 50.000

Total. 120.000. Deuxième rang national derrière l'académie de Paris.

Nombre de communes.

Bretagne. 1.270

Loire-Atlantique. 221

Total. 1.491

Pôle de compétitivité.

Bretagne. Pôle mer, Images et réseaux, Valorial (agroalimentaire), Automobile haut de gamme.

Loire-Atlantique. [EMC2](#)(Ensembles Métalliques & Composites Complexes), [pôle Atlantic Biotherapies](#) Pôle Génie Civil Ouest. Images et réseaux. Automobile haut de gamme.

Ports

Port de Nantes. 32,9 millions de tonnes en 2008

Ports de commerce bretons. (Brest, Cornouaille, Lorient, Roscoff, Saint-Brieuc, Saint-Malo). 9 millions de tonnes en 2007.

Agriculture

Surface agricole utilisée. (Nombre d'exploitations agricoles)

Bretagne. 1.794.000 ha. (40.000)

Loire-Atlantique. 436.500 ha (11.000)

Total. 2.230.500 hectares. (51.000)

Emplois salariés.

Bretagne. 752.600

Loire-Atlantique. 352.450

Total. 1.105.050

Unedic

Article paru dans la Tribune (version non définitive)